



SOMMAIRE

1-PROGRAMME D' ACTIONS DE LA CCPCP

Un habitat moins consommateur en énergie	3
Rénover le parc de logement	3
De nouvelles solutions de mobilités	10
Visibilité de l'offre et coordination des acteurs	10
Développer des solutions de mobilité innovantes	13
Intermodalité et aménagements	20
Soutien au développement des énergies renouvelables	23
Identifier et localiser les gisements sur le territoire	23
Travailler en collaboration avec les différents acteurs pour exploiter les potentiels	27
Un territoire résilient aux effets du changement climatique	35
Préserver les milieux et les écosystèmes	35
Préserver la ressource en eau	38
Adapter l'aménagement du territoire à de nouvelles contraintes	39
Soutien à une agriculture et à une alimentation durable	41
Favoriser les circuits courts	43
Accompagner le développement d'une agriculture peu émissive	45
Des collectivités exemplaires	47
Maîtriser la consommation énergétique du patrimoine	47
Travailler sur la restauration collective	49
Travailler sur la réduction des déchets à la source	51
Des citoyens sensibilisés et mobilisés	54
Sensibilisation, mobilisation et éducation à la mobilité	54
Mobiliser les citoyens sur les enjeux climatiques	56
 2- METHODOLOGIE EMPLOYEE POUR ELABORER LE PROGRAMME D' ACTIONS.....	62

Axe stratégique : un habitat moins consommateur en énergie

Le bâti résidentiel est le premier poste de dépense énergétique, il représente 31% de la consommation du territoire. La CCPCP se fixe pour objectif de réduire de 31 % la consommation énergétique du bâti résidentiel d'ici 2030 et de 63% d'ici 2050.

A. Orientation : rénover le parc de logements anciens

1. Mettre en place une plateforme de rénovation de l'habitat

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	57% des résidences principales construites avant 1974 potentiellement énergivores, 1 500 logements sont classés en étiquettes F et G et 8 152 logements classés en étiquettes C, D, E nécessitant une rénovation massive du parc de logement à raison de 272 logements par an entre 2020 et 2050. La LTECV prévoit une rénovation de 100 % des passoires thermiques au niveau BBC à échéance 2025 avec une interdiction à la location des logements étiquetés G.
Objectifs de l'action	Mettre en place une plateforme locale de rénovation de l'habitat
Contenu	Mettre en œuvre une plateforme locale de rénovation de l'habitat en adhérant à la plateforme de rénovation énergétique Tinergie. La mise en place de cette plateforme vise à délivrer un premier niveau de conseil aux habitants du territoire à l'instar de ce qui était proposé par les Espaces Info Energie puis à accompagner les ménages non accompagnés dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat tout au long de leur projet de rénovation de la première information au suivi des consommations après rénovation en passant par le diagnostic du logement, la recherche des professionnels et du financement. La plateforme prévoit d'accompagner 15% des rénovations soit 31 logements par an.
Mesures environnementales	La rénovation du bâti ancien étant susceptible de déranger certaines espèces protégées, une sensibilisation des acteurs de la rénovation sera réalisée. Une vigilance particulière au tri sélectif sur chaque

	chantier et à leur évacuation faire des filières appropriées (information des particuliers et des entreprises).
Maitrise d'ouvrage	Communauté de communes
Partenaires	Brest Métropole, Ener'gence.
Coût prévisionnel	Coût : 50 000 euros par an Subvention : 25 000 euros par an
Echéancier	2021-2024
Indicateurs de suivi	Nombre de contacts, diagnostics et dossiers travaux

2 Poursuivre l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Un besoin en matière de rénovation du parc de logement, de remise sur le marché de logements vacants et d'adaptation du parc au vieillissement de la population. Une bonne atteinte des objectifs fixés dans l'OPAH 2016-2020 qui montre la pertinence de reconduire un dispositif.						
Objectifs de l'action	Faire le bilan de l'OPAH en cours et définir le contenu opérationnel du futur dispositif d'amélioration de l'habitat privé.						
Contenu	Réaliser une étude pré-opérationnelle en vue de calibrer l'opération à venir en matière d'aide à la rénovation et à l'adaptation des logements. L'OPAH 2022-2025 prévoit l'accompagnement de 282 logements dont 213 rénovations énergétiques.						
Mesures environnementales	La rénovation du bâti ancien étant susceptible de déranger certaines espèces protégées, une sensibilisation des acteurs de la rénovation sera réalisée.						
Maitrise d'ouvrage	Communauté de communes						
Partenaires	Opérateur désigné, ANAH, Conseil Départemental						
Coût prévisionnel	<table> <tr> <td>Dépenses</td><td>Recettes</td></tr> <tr> <td>Etude pré-opérationnelle : 24 000 euros</td><td>12 000 euros</td></tr> <tr> <td>Suivi-animation : 360 000 € et subventions : 358 720 €</td><td></td></tr> </table>	Dépenses	Recettes	Etude pré-opérationnelle : 24 000 euros	12 000 euros	Suivi-animation : 360 000 € et subventions : 358 720 €	
Dépenses	Recettes						
Etude pré-opérationnelle : 24 000 euros	12 000 euros						
Suivi-animation : 360 000 € et subventions : 358 720 €							
Echéancier	2021- : étude pré-opérationnelle 2022-2025 : mise en œuvre opérationnelle						
Indicateurs de suivi	Nombre de contacts, nombre de dossiers déposés.						

3 Soutenir l'accession abordable dans l'ancien

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	La communauté comporte un parc de logements anciens important qui nécessitent des travaux d'amélioration. Ce parc, par ses prix abordables, peut se révéler attractif pour de jeunes ménages modestes. Cependant il est nécessaire, avant l'acquisition, de bien anticiper des travaux à réaliser qui peuvent être importants.
Objectifs de l'action	Profiter des mutations de propriété pour accompagner la rénovation, notamment énergétique, du parc de logement ancien. Aider les ménages à accéder à la propriété dans l'ancien à des coûts abordables et dans de bonnes conditions. Prévenir les situations potentielles de mal logement.
Contenu	Accompagner techniquement par la plateforme de rénovation de l'habitat administrativement par l'ADIL, les ménages dont les revenus ne dépassent pas les plafonds du PTZ et qui achètent un logement de plus de 15 ans occupé à titre de résidence principale dont le prix est inférieur ou égal à 170 000 € pour un logement individuel et 85 000 € pour un logement collectif peuvent bénéficier d'une subvention d'un montant de 2 000 €
Maitrise d'ouvrage	Communauté de communes
Partenaires	ADIL, Ener'gence, Brest Métropole.
Coût prévisionnel	40 000 € par an Coût de l'ingénierie compris dans l'action 1.3.
Echéancier	2021-2024
Indicateurs de suivi	Nombre de contacts, de dossiers déposés

4 Accompagnement technique et administratif des ménages

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	France Services fait office de Point Info Habitat, elle accueille les permanences des opérateurs en lien avec l'habitat tel qu'Ener'gence, l'ADIL, Citémétrie , un architecte conseil.
Objectifs de l'action	En complément de la plateforme locale de rénovation de l'habitat, offrir aux ménages du territoire un accompagnement administratif, technique, architectural à proximité de leur lieu d'habitation.
Contenu	Maintien des permanences du futur opérateur OPAH, de l'ADIL, d'Ener'gence, de l'architecte conseil déjà présentes à France Services à Châteaulin. Accompagnement des ménages pour le montage des dossiers de demande de subvention.
Maitrise d'ouvrage	Communauté de communes
Partenaires	ADIL, Ener'gence, opérateur OPAH, architecte conseil.
Coût prévisionnel	ADIL : 7 000 euros par an. Opérateur OPAH : compris dans l'action 1,2 Ener'gence : compris dans l'action 1.1 Architecte conseil : 10 000 euros par an.
Echéancier	2021-2024
Indicateurs de suivi	Fréquentation des permanences.

5 Soutenir la réhabilitation du parc locatif public conventionné

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Une partie du parc social de la communauté arrive à la fin d'un premier cycle technique et peut nécessiter des travaux. De plus, 70% des logements locatifs sociaux sont classés en étiquette énergétique inférieure à D.
Objectifs de l'action	Améliorer le confort du parc locatif social public et réduire la facture énergétique des occupants du parc social.
Contenu	<p>Subvention représentant 30% du montant des travaux TTC plafonné à 3 000 € par logement réhabilité sous réserve que le logement fasse un saut minimum de 1 étiquette énergétique et atteigne l'étiquette D. La réhabilitation ne doit pas entraîner de hausse du reste à charge pour les locataires. Le</p> <p>En cas de réhabilitation de logements sociaux communaux, une aide forfaitaire à l'ingénierie de 1 000€ sera versée, en plus de la subvention accordée pour les travaux.</p> <p>Des logements réhabilités par un organisme agréé en maîtrise d'ouvrage d'insertion (MOI) pourront également bénéficier du financement de la Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay.</p> <p>Le nombre de logements à réhabiliter est fixé à 100 sur la durée du PLH.</p>
Mesures environnementales	La rénovation du bâti ancien étant susceptible de déranger certaines espèces protégées, une sensibilisation des acteurs de la rénovation sera réalisée.
Maîtrise d'ouvrage	Communauté de communes
Partenaires	Bailleurs, communes, opérateurs MOI, caisse des dépôts, conseil départemental, conseil régional.
Coût prévisionnel	<p>Aide aux travaux de réhabilitation : 310 000 euros</p> <p>Aide à l'ingénierie : 10 000 euros</p>
Echéancier	2021-2024
Indicateurs de suivi	Nombre de logements réhabilités, montant des travaux réalisés, étiquettes énergétiques avant et après travaux

6 Mettre en place un plan d'actions en santé environnement

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	<p>Le Pôle métropolitain et les 7 intercommunalités du Pays de Brest accompagnent la mise en œuvre du Contrat Local de Santé (CLS). Conclut avec l'Agence Régionale de la Santé (ARS) et pour une durée de 5 ans, la finalité du contrat est d'améliorer l'accès à la santé pour tous, en adaptant la politique régionale de santé aux besoins et spécificités de la population et tenant compte des dynamiques existantes dans le territoire.</p> <p>En accord avec l'OMS, l'approche globale de la santé retenue dans ce contrat reconnaît la nécessité d'agir sur l'ensemble de facteurs qui vont influencer la santé. Ces facteurs ou <i>déterminants de la santé</i> sont certes liés à la qualité du système de soins mais ce sont surtout les conditions de vie sociales, économiques et environnementales qui vont avoir un impact majeur sur la santé des populations.</p> <p>Dans ce sens, il s'agit d'intégrer un axe santé environnement dans le CLS à partir d'un diagnostic partagé qui conduira à l'élaboration d'un plan d'actions en santé environnement. La démarche s'inscrit dans le Plan Régional Santé Environnement-Bretagne.</p>
Objectifs de l'action	Créer un diagnostic santé environnement et mettre en place un plan d'actions
Contenu	<p>Le but de ce travail dans le Pays de Brest est d'identifier les principaux facteurs liés à l'environnement ayant un impact sur la santé, et d'élaborer des actions répondant aux priorités de notre territoire</p> <p>Le domaine de la santé environnement étant traversé par différentes actions et politiques publiques, une diversité d'acteurs agissant dans la santé, l'aménagement, l'énergie, l'agriculture, la mobilité, l'économie, le développement durable sont sollicités tout au long de la démarche.</p> <p>Un état des lieux à partir d'indicateurs identifiés par l'ORS est élaboré à l'échelle du Pays et par EPCI.</p> <p>Des entretiens qualitatifs sont menés auprès des acteurs clés issus des différents champs concernés par la santé environnement.</p> <p>Une enquête est réalisée auprès de l'ensemble des élus du Pays de Brest pour définir les enjeux et les actions prioritaires.</p> <p>Deux séminaires ouverts aux acteurs du territoire sont prévus à partir de l'automne 2021. Ils seront l'occasion de restituer les premiers</p>

	résultats du travail d'enquête, de croiser les analyses, d'élaborer de manière collective les actions prioritaires et en fin de compte, de créer une culture commune sur le territoire.
Maitrise d'ouvrage	Pôle métropolitain du Pays de Brest
Partenaires	UBO (Master Gestion de territoires), Agence régionale de santé (ARS), Observatoire Régional de la Santé (ORS), l'IREPS Bretagne et les 7 EPCI du Pays de Brest
Coût prévisionnel	Coût : 7000 euros ARS 3000 euros collectivités
Echéancier	Action engagée.
Indicateurs de suivi	1/ Production effective des livrables : rapport de diagnostic, tableau de bord du Pays, plan d'actions. 2/ Évaluation qualitative de la dynamique partenariale générée (critères : couverture et participation territoriale, adhésion des acteurs mobilisés au diagnostic et plan d'action, satisfaction des acteurs et partenaires impliqués, développement des partenariats)

Axe stratégique : de nouvelles solutions de mobilité

Les transports représentent le 2^{ème} poste de consommation énergétique du territoire avec 28% de la consommation. Le territoire se fixe pour objectif de réduire à horizon 2050 de 63% le transport de personne et de 51% le transport de marchandises.

A. Orientation : visibilité de l'offre et coordination des acteurs

1. Animer un réseau d'acteurs de la mobilité et déployer des relais d'information de proximité.

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Un manque de connaissance de l'ensemble des acteurs et services en lien avec la mobilité sur le territoire du Pays de Brest. Un besoin de centraliser et partager l'information en s'appuyant sur des relais locaux.
Objectifs de l'action	Identifier tous les acteurs et les actions liés à la mobilité sur le territoire du Pays de Brest et animer un réseau d'acteurs. Identifier et former des ambassadeurs locaux de la mobilité sur les territoires communautaires.
Contenu	Identifier tous les acteurs et les actions liés à la mobilité sur le territoire du Pays de Brest par échelle d'intervention, publics et besoins. Animer le réseau d'acteurs via la publication de newsletter, la création d'un comité de pilotage de la mobilité du Pays de Brest, l'organisation d'assises annuelles, de réunions d'information thématiques, l'organisation de visites de terrain... Identifier et former des ambassadeurs locaux (référénts mobilité qui connaissent les différentes solutions et outils de mobilité du territoire et sont capables d'informer). Coordonner le réseau d'ambassadeurs (réunions, newsletter...)
Maitrise d'ouvrage	Pays de Brest
Partenaires	EPCI, communes, offices de tourisme, associations, opérateurs de transports.

Coût prévisionnel	-.
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Nombre d'acteurs mobilisés et d'ambassadeurs locaux formés, nombre de réunions.

2 Développer la communication numérique et papier

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	L'absence de support de communication centralisant l'information en matière de mobilité à l'échelle du Pays de Brest.
Objectifs de l'action	Informers les habitants sur l'offre en matière de mobilité alternative à la voiture individuelle.
Contenu	<p><u>Communication numérique :</u> Mettre à jour le site internet régional Mobibreizh afin d'y intégrer plus de solutions locales de mobilité. L'objectif étant de présenter un unique site internet permettant de planifier des itinéraires. Créer un contenu mobilité sur les sites internet des collectivités avec une présentation des outils et des solutions locales</p> <p><u>-Communication papier :</u> Créer et diffuser un (des) support(s) de communication papier pour présenter une carte simplifiée des solutions de mobilité du territoire, Proposer des kits mobilité aux nouveaux arrivants sur le territoire (habitants et touristes) Mettre en valeur les initiatives locales de mobilité durable dans les bulletins municipaux</p>
Maitrise d'ouvrage	Pays de Brest
Partenaires	EPCI, communes, conseil départemental, conseil régional, opérateurs de transport, entreprises, associations, offices de tourisme.
Coût prévisionnel	Communication Pays de Brest
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Nombre de support produits, diffusion dans les supports communaux.

3 Accompagnement des entreprises dans la mise en place d'actions en faveur de la mobilité durable

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Des problématiques de recrutement pouvant être rencontrés par les entreprises faute de solution de mobilité pour leur salarié potentiel. Des solutions collectives à mettre en œuvre.
Objectifs de l'action	Échanger avec les entreprises du territoire sur leurs besoins en matière de mobilité, les solutions à mettre en place. Permettre aux entreprises d'échanger entre elles sur des solutions qui pourraient être portées collectivement.
Contenu	Informar les entreprises du territoire sur l'offre existante en matière de mobilité, les différents acteurs. Identifier leurs besoins notamment concernant les premiers et derniers kilomètres, le développement du covoiturage comme solution pour lever un frein aux problèmes de recrutement, le développement des mobilités douces via notamment la création de kiosques à vélos. Ce travail de concertation pourra être mené. à l'échelle des zones d'activités communautaires du territoire. La CCPCP a pour rôle d'impulser les échanges.
Maitrise d'ouvrage	Communauté de communes
Partenaires	Sous-préfecture, Pays, Club d'entreprises, Région, transporteurs, SNCF
Coût prévisionnel	-
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Nombre de réunions organisées, nombre d'entreprises présentes

B Orientation : Développement de solutions de mobilité innovantes

1. Développer la pratique du covoiturage

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Une pratique de l'autosolisme très importante sur le territoire. Une absence de solution de transport pour certains publics pouvant notamment constituer un frein au recrutement dans certains secteurs d'activités tel que l'agroalimentaire.
Objectifs de l'action	Développer la pratique du covoiturage sur le territoire communautaire pour les déplacements domicile-travail et les déplacements du quotidien.
Contenu	Adhésion à la plateforme de covoiturage de proximité OuestGo et adhésion à l'association Ehop chargée de mener de actions d'animation sur le territoire intercommunal afin de développer la pratique du covoiturage -sensibilisation des élus et secrétaires de mairie chargés de relayer l'information, kit de communication pour insertion dans les bulletins et sites internet. -travail avec les entreprises du territoire pour développer la pratique du covoiturage pour les déplacements domicile -travail sur les zones d'activités communautaires.
Maitrise d'ouvrage	Communauté de communes
Partenaires	Communes, association Ehop, entreprises, Megalis, Département, Région.
Coût prévisionnel	Adhésion à Ouest-Go : 250 euros par an Adhésion à Ehop : 8 000 euros par an soit 24 000 euros sur la durée de la convention.
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Nombre de covoitureurs inscrits sur OuestGo.

2. Développer le transport solidaire

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Un réseau de transport collectif très peu développé, des personnes âgées en attente de solutions pour se déplacer.
Objectifs de l'action	Proposer une solution en matière de déplacement adaptée aux besoins des personnes âgées en complément de l'offre déjà existante.
Contenu	Les communes, la communauté de communes, les EHPAD disposent de véhicules de type minibus qui pourraient être mis à disposition des CCAS afin de proposer aux personnes âgées d'organiser des trajets correspondants à leurs besoins. Un recensement des véhicules existants sera dans un premier temps réalisé. Les déplacements pourront être proposés aux personnes âgées résidant sur une ou plusieurs communes.
Maitrise d'ouvrage	Communes/CCAS
Partenaires	Communauté de communes, CLIC, EHPAD
Coût prévisionnel	-
Echéancier	2023-2029
Indicateurs de suivi	Nombre de trajets organisés, nombre d'utilisateurs du service.

3. Réaliser un schéma directeur modes actifs

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Le besoin de développer la pratique du vélo et de la marche à pied pour les déplacements du quotidien en proposant des aménagements de cohérents et sécurisants.
Objectifs de l'action	Définir une politique cyclable et piétonne à l'échelle communautaire afin de sécuriser et développer la pratique des modes de déplacements actifs.
Contenu	<p>Le schéma directeur devra s'attacher à :</p> <ul style="list-style-type: none"> -identifier un réseau structurant entre les pôles générateurs de déplacements et définir les aménagements nécessaires -identifier les services et la communication à mettre en œuvre pour développer la pratique du vélo -proposer une hiérarchisation des aménagements
Maitrise d'ouvrage	Communauté de communes
Partenaires	Communes, Département, Région, associations, entreprises, territoires voisins, ADEME
Coût prévisionnel	28 0000 euros, financé à 50 % par l'ADEME et 15% par le Département.
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Réalisation du schéma.

4. Développer un service de location de vélos et vélos à assistance électrique

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Une topographie rendant difficile l'utilisation de vélo classique pour les déplacements utilitaires et de loisirs. Une part conséquente de déplacements domicile-travail intra-communautaire qui pourraient être faits en vélo à assistance électrique.
Objectifs de l'action	Proposer une offre de location de vélo à assistance électrique
Contenu	En complément du service actuellement proposé par le parc naturel régional d'armorique, mettre en place un service de location de vélo à assistance électrique pour les déplacements domicile-travail.
Maitrise d'ouvrage	PNRA / CCPCP
Partenaires	Communauté de communes
Coût prévisionnel	Sera défini dans le schéma directeur modes actifs.
Echéancier	Non défini
Indicateurs de suivi	Nombre de vélos loués par an.

5. Développer des expérimentations de pédibus et vélobus scolaires

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	La pratique du vélo ou de la marche à pied pour les déplacements du quotidien sous utilisés.
Objectifs de l'action	Inciter les enfants à venir à pied ou à vélo à l'école.
Contenu	Inciter les parents d'élèves à mettre en place un service de vélo-bus ou pédibus pour se rendre à l'école. Sécuriser les déplacements piétons et vélos aux abords des écoles en améliorant notamment la signalétique au sol.
Maitrise d'ouvrage	Communes
Partenaires	Écoles, associations de parents d'élèves, associations.
Coût prévisionnel	-
Echéancier	2023-2029
Indicateurs de suivi	Nombre de service mis en place, nombre d'élèves le fréquentant.

6. Développer des espaces de coworking

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	<p>Les espaces de travail partagés de type coworking, tiers lieux, fablab, etc. sont attractifs pour des travailleurs indépendants en recherche de solutions d'hébergement et de services mutualisées et plus flexibles, mais aussi d'un environnement professionnel collaboratif, propice à l'échange et au partage des savoirs et des compétences.</p> <p>La CCPCP compte aujourd'hui sur son territoire plusieurs lieux proposant des offres d'accueil de type coworking.</p>
Objectifs de l'action	<p>Développer une offre d'hébergement et de services aux entreprises adaptée à l'évolution de la demande</p> <p>Renforcer la communication autour des espaces de travail partagés existants sur la CCPCP</p> <p>Contribuer à la limitation des déplacements/empreinte carbone et des consommations énergétiques par le recours à des espaces de travail partagés de proximité</p>
Contenu	<p>Création d'un nouvel espace de travail partagé (35 m²) par la CCPCP au sein de sa future pépinière d'entreprises</p> <p>Autres éventuels projets privés ou publics (associations, communes, etc.) d'espaces de coworking sur le territoire</p> <p>Promotion de l'offre locale d'espaces de coworking</p>
Maitrise d'ouvrage	CCPCP
Partenaires	<p>Autres gestionnaires d'espaces de coworking Locaux (EPN Pleyben, Ty Créa, ESAT du Vieux Bourg)</p> <p>Chambre consulaires, Pays de Brest et communes</p>
Coût prévisionnel	<p>Investissement : coût construction espace coworking CCPCP : 1 580€ HT le m² environ</p> <p>Communication : à définir</p>
Echéancier	Nouvel espace de coworking CCPCP : ouverture mars 2022
Indicateurs de suivi	<p>Création de nouveaux espaces de travail partagés</p> <p>Nombre d'actions/supports de promotion produits</p> <p>Nombre de travailleurs hébergés au sein des différents espaces</p>

7- Etudier la possibilité d'installer une station gaz naturel véhicule (GNV) à Châteaulin

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Un positionnement stratégique de la CCPCP, des entreprises de logistiques et messageries présentes sur le territoire. Un projet de développement de sept stations dans le Finistère porté par le SDEF.
Objectifs de l'action	Développer localement l'utilisation du biogaz carburant pour réduire la pollution et la dépendance aux énergies fossiles.
Contenu	Implanter une station GNV dans le secteur du Pouillot à Châteaulin en capacité d'accueillir 30 poids lourds par jour.
Maitrise d'ouvrage	SEM Energies en Finistère (SDEF)
Partenaires	SDEF, Région Bretagne, Produit en Bretagne.
Coût prévisionnel	Phase travaux : 1.4 millions d'euros.
Echéancier	Réflexion en cours.
Indicateurs de suivi	Biogaz consommé en tonnes, nombre de véhicule GNV, pollution évitée.

C-Orientation : intermodalité et aménagements

1. Développer des aménagements en faveur des modes actifs

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Une pratique de la marche à pied et du vélo insuffisamment développée notamment en raison du manque d'aménagement sécurisé.
Objectifs de l'action	Améliorer la signalisation et les aménagements pour sécuriser les déplacements à pied ou à vélo.
Contenu	Suite à la réalisation du schéma directeur modes actifs aménager des liaisons cyclables et piétonnes sécurisées et mettre en place une signalétique homogène. Élaborer à l'échelle du Pays de Brest des cartographies à l'échelon communal qui présenteraient les axes sécurisés sur chaque territoire.
Mesures environnementales	Les aménagements ne devront pas perturber la présence d'espèces ou habitats sensibles.
Maîtrise d'ouvrage	Communes, communauté de communes
Partenaires	Pays, Département, Région.
Coût prévisionnel	Sera défini dans le schéma directeur modes actifs.
Échéancier	2023-2033
Indicateurs de suivi	Linéaire aménagé,

2. Développer des aires de covoiturage

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	En complément des aires de covoiturage officielles, il existe des aires de regroupement non institutionnalisées
Objectifs de l'action	Développer et renforcer la visibilité du réseau d'aires de covoiturage.
Contenu	Identifier les points de regroupement existants sur le territoire et conventionner avec le conseil départemental pour les labelliser afin de renforcer leur visibilité.
Mesures environnementales	Afin de limiter l'artificialisation des espaces l'emprise au sol des aménagements sera optimisée, des aménagements légers et réversibles seront privilégiés. Les eaux de ruissellements seront traitées avant rejet dans le milieu récepteur. Les aménagements ne devront pas perturber la présence d'espèces ou habitats sensibles. Une étude paysagère sera nécessaire avant tout choix d'implantation d'un aménagement soumis à déclaration préalable ou à évaluation environnementale. Des mesures d'accompagnement seront prévues pour les projets n'ayant pu éviter les impacts sur le paysage.
Maitrise d'ouvrage	Communes
Partenaires	Département, communauté de communes, Pays de Brest
Coût prévisionnel	A définir
Echéancier	2021-2026
Indicateurs de suivi	Nombre d'aires labellisées, nombres de places.

3. Amélioration des deux pôles d'échanges du territoire en termes de services, d'information et de coordination entre les modes de transports

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Un besoin de renforcer l'information à destination des voyageurs et des difficultés à coordonner les différents modes de transports. Une gare excentrée du centre ville de Châteaulin et non connectée au reste du territoire.
Objectifs de l'action	Améliorer les pôles d'échanges de la gare et du Pouillot en matière de services et d'information. Assurer une meilleure coordination entre le car et le train.
Contenu	Travailler sur une nouvelle grille horaire en gare de Châteaulin afin d'optimiser les horaires pour les déplacements domicile-travail. Connecter la gare au centre-ville et au pôle d'échanges du Pouillot. Améliorer la coordination entre le train et les cars.
Maitrise d'ouvrage	Communauté de communes
Partenaires	Communes, Département, Région, SNCF, entreprises
Coût prévisionnel	-
Echéancier	2023-2029
Indicateurs de suivi	-

Axe stratégique : soutien au développement des énergies renouvelables

Avec une production toutes énergies renouvelables confondues de 133 GWh/an la CCPCP produit 22% de la consommation du territoire. Elle se fixe pour objectif de porter à 48% la part des énergies renouvelables dans la consommation finale à horizon 2030.

A. Orientation : Identifier et localiser les gisements sur le territoire

1. Réaliser une étude de planification énergétique

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Un besoin de mieux connaître les gisements en énergies renouvelables à l'échelle du Pays de Brest et de chaque EPCI.
Objectifs de l'action	Développer un plan d'actions en matière de production d'énergie renouvelables en réalisant une étude de programmation filière par filière.
Contenu	<p>Cette étude s'inscrit dans le cadre de la réponse à l'appel à projet de l'Ademe et de la Région Bretagne « planification énergétique ».</p> <p>L'étude se déclinera en 4 phases :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Etat des lieux de la production énergétique 2) Analyse du potentiel de développement des énergies renouvelables et de récupération et localisation 3) Définition d'une stratégie partagée de développement des énergies renouvelables et de récupération 4) Elaboration d'un plan d'actions concerté
Maîtrise d'ouvrage	Pays de Brest
Partenaires	SDEF, GRDF, Enedis, EPCI, chambre d'agriculture, communes.
Coût prévisionnel	166 000 € financé à 80% par l'Ademe, la Région et la Banque des Territoires
Échéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Réalisation de l'étude.

2 S'informer sur les possibilités de repowering des parcs éoliens et leurs impacts sur le paysage

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Avec une de 80 GWH l'énergie éolienne représente 61% des énergies renouvelables produites sur le territoire communautaire. Des parcs éoliens pour certains vieillissants nécessitant un repowering. Des parcs marquant le grand paysage.
Objectifs de l'action	Augmenter le rendement des parcs existants en remplaçant partiellement ou totalement les anciennes éoliennes.
Contenu	S'interroger sur les possibilités réelles de repowering sans atteinte supplémentaire sur le paysage (renouvellement des éoliennes à hauteur de mat constante) Envisager les montages possibles en lien avec le réseau Taranis contribuant au développement des énergies renouvelables citoyennes en Bretagne
Mesures environnementales	Réaliser un état de la biodiversité à chaque projet de repowering afin de s'assurer de l'absence d'impact sur la biodiversité. Une étude paysagère sera nécessaire avant tout choix d'implantation d'un aménagement soumis à déclaration préalable ou à évaluation environnementale. Des mesures d'accompagnement seront prévues pour les projets n'ayant pu éviter les impacts sur le paysage..
Maitrise d'ouvrage	CCPCP
Partenaires	Communes, opérateurs
Coût prévisionnel	-
Echéancier	2023-2029
Indicateurs de suivi	Production réelle d'énergie supplémentaire en Gwh/an

3 Création d'un cadastre solaire

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Un besoin d'identifier le potentiel d'installation solaire sur les toitures.
Objectifs de l'action	Développer l'énergie solaire.
Contenu	Cartographier le potentiel solaire des bâtiments afin de proposer aux habitants du Pays de Brest un outil de visualisation des toitures propices à une installation solaire.
Maitrise d'ouvrage	Pays
Partenaires	EPCI
Coût prévisionnel	3 000 €
Echéancier	Action réalisée
Indicateurs de suivi	Réalisation du cadastre.

4 Promotion du cadastre solaire

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Besoin de massifier le déploiement de l'énergie solaire, y compris sur les toitures des particuliers et professionnels
Objectifs de l'action	Assurer la promotion du cadastre solaire du Pays de Brest
Contenu	<p>Le Pôle métropolitain du Pays de Brest a conçu le plan de promotion avec l'appui des communautés de communes et il coordonne la mise en œuvre de ces actions tandis qu'Ener'gence les réalise. Les principales actions prévues sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Flyers + affiches distribués en mairies + CCPCP : mai 2021 • 3 vidéos de promotion : mai 2021 • Conférence de presse : mai 2021 • 1 réunion de présentation de l'outil à destination des élus : septembre/octobre 2021 • 1 conférence publique : octobre/novembre 2021 • Participation à des événements locaux : 1 en 2021, 1 en 2022 • Visites de maisons avec des installations solaires : 1 journée en 2022 • Petits déjeuners d'information à destination des entreprises : 1 en 2021, 1 en 2022 • Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) à destination des entreprises de l'ensemble des communautés de communes du Pays de Brest, pour financer 12 études d'opportunité solaire : 1 en 2021 <p>Organiser des visites de site avec les entreprises intéressées par les boucles locales d'autoconsommation.</p>
Maitrise d'ouvrage	Pôle métropolitain du Pays de Brest
Partenaires	CCPCP, Ener'gence
Coût prévisionnel	40 000€ pour les 6 communautés de communes Financement à 80% par du LEADER – 20% restants Pôle métropolitain du Pays de Brest

B. Orientation : travailler en collaboration avec les différents acteurs pour exploiter les potentiels.

1. Etudier la possibilité de développer l'énergie hydroélectrique

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Des usines hydroélectriques à l'arrêt sur l'Aulne représentant un potentiel intéressant de diversification des sources d'énergies renouvelables. Potentiel de production de 1018 MWh /an
Objectifs de l'action	Etudier le potentiel de création d'usines hydroélectriques sur l'Aulne en réponse au programme d'actions qui sera retenu dans le cadre de l'étude de planification énergétique.
Contenu	Missionner un bureau d'études afin de vérifier la faisabilité du projet au regard des contraintes écologiques de l'écluse de Coatigrac'h sur la commune de Saint-Coulitz et de Rosveguen sur la commune de Lennon. D'autres sites très favorables existent sur les communes de Lothey, et Gouézec.
Mesures environnementales	Prise en compte de la continuité écologique du cours d'eau, réalisation d'une étude de faisabilité écologique et association de l'EPAGA en amont du projet.
Maitrise d'ouvrage	Communauté de communes
Partenaires	Ener'gence, DDTM, Région Bretagne, Epaga
Coût prévisionnel	A définir
Echéancier	2023-2029
Indicateurs de suivi	Réalisation de l'étude

2. Développer des boucles énergétiques en zones d'activités

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	La société Quénéa porte un projet de création d'une boucle locale photovoltaïque de production et d'autoconsommation collective impliquant les entreprises et industriels à l'échelle du Pôle économique du Pouillot (100 ha/ 70 établissements / 1800 emplois salariés
Objectifs de l'action	Développer la production d'énergie électrique d'origines photovoltaïque sur des supports variés (bâti, sol, ombrières de parking).
Contenu	Production potentielle d'énergie électrique photovoltaïque estimée à 2 MWc sur la zone.
Maitrise d'ouvrage	Quénéa Energies Renouvelables
Partenaires	Communauté de communes, entreprises.
Coût prévisionnel	3 M€ dont 400 K€ de développement, 2.4 M€ de construction, 200k€ de frais financiers. Subvention à définir.
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Production réelle d'énergie supplémentaire en GWh/an

3. Développer un champ solaire

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Existence d'une friche polluée non bâtie de 4.5 ha au sein de la ZAE du Ty Hémon à Lothey.
Objectifs de l'action	Développer la production d'énergie solaire en lien avec les besoins qui auront été identifiés dans le cadre de l'étude de planification énergétique du Pays de Brest.
Contenu	Implanter un parc de production d'électricité photovoltaïque d'une puissance de 4 MWc.
Mesures environnementales	Réaliser une analyse des enjeux environnementaux afin de ne pas altérer la tourbières de Ty Ar Yeun.
Maitrise d'ouvrage	CCPCP (propriétaire du foncier) et opérateur ENR à définir.
Partenaires	
Coût prévisionnel	Aménagement du site avec confinement in situ de la pollution : 450 000 € Installation du parc : coût à définir.
Echéancier	Réflexion engagée
Indicateurs de suivi	Puissance produite.

4. Travailler sur le développement de la filière bois énergie

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	<p>Une production bois énergie en 2015 de 38 GWh/an et un potentiel estimé à 43 GWh/an à horizon 2038 et à 60 GWh/an à horizon 2050. Des linéaires bocagers à entretenir.</p> <p>Dans le cadre du programme Breizh Bocage un besoin de valorisation du bois de coupe des linéaires bocagers.</p> <p>La structuration d'une filière forêt-bois d'œuvre à l'échelle du Pays de Brest.</p>
Objectifs de l'action	Contribuer à la structuration d'une filière forêt-bois sur le Pays de Brest et développer les débouchés du bois d'œuvre le bois énergie bénéficiant des sous produits de la transformation de ce dernier.
Contenu	<p>En partenariat avec les territoires voisins, mettre en œuvre le plan d'actions identifié dans l'étude de planification énergétique en matière de développement d'une filière bois énergie.</p> <p>Elaborer une stratégie et un plan d'actions rassemblant les acteurs locaux de la filière bois.</p>
Mesures environnementales	<p>Conditionner le développement de la filière bois à un entretien durable des haies via l'élaboration de plan de gestion du bocage.</p> <p>Sensibiliser les habitants sur la dégradation de la qualité de l'air lié à l'utilisation d'équipements peu performants.</p>
Maitrise d'ouvrage	<p>Filière bois d'œuvre : Pays de Brest</p> <p>Filière bois énergie : EPCI.</p>
Partenaires	ABIBOIS, Région Bretagne, EPCI, communes, entreprises, opérateurs et propriétaires forestiers, agriculteurs, syndicats de bassins versants..
Coût prévisionnel	Structuration filière bois d'œuvre : Mise en œuvre du plan d'actions 2021-2023 : 300 000 €
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	-

5. Développer une grappe de projets solaires

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Dans le cadre de l'étude de planification énergétique menée à l'échelle du Pays de Brest, une attention particulière est portée sur le développement d'une grappe de projets solaires
Objectifs de l'action	Proposer une grappe de projets solaires pouvant être confiée à un opérateur afin de réduire les coûts
Contenu	Identification de bâtiments ad hoc : base de projets à développer et recommandations à explorer Proposer aux collectivités « un portefeuille de projets » pouvant être confié à un opérateur ("grappe de projets")
Maitrise d'ouvrage	Pôle métropolitain du Pays de Brest
Partenaires	Inddigo, EPCI du Pays de Brest, Ener'gence
Coût prévisionnel	Compris dans le coût de l'étude de planification énergétique territoriale
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Synthèse réalisée par le bureau d'études avec choix des projets retenus

6. Accompagner les projets de production d'énergie renouvelables au sein des exploitations agricoles

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	L'agriculture est avec le secteur du transport le deuxième consommateur en énergie (28%). Un besoin d'accompagnement des exploitants agricoles pour le développement des énergies renouvelables au sein des exploitations.
Objectifs de l'action	Accompagner une série de projets d'économie et de production d'énergies renouvelables (photovoltaïque, bois-énergie, méthanisation, géothermie.)
Contenu	Constituer et animer un groupe de réflexion réunissant des éleveurs de porcs, volailles et vaches laitières sur la thématique de l'énergie. Réaliser un diagnostic Econom'watt au sein de ces exploitations afin d'évaluer le potentiel de développement d'énergie renouvelable.
Maitrise d'ouvrage	Chambre d'agriculture
Partenaires	Chambre d'agriculture, Communauté de communes
Coût prévisionnel	-
Echéancier	2023-2029
Indicateurs de suivi	Nombre de diagnostic réalisé.

7- Accompagner le projet de création d'une plateforme multifilières de recyclage et de valorisation de déchets portée par les Recycleurs Bretons sur la commune de Cast

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC) du 10 février 2020 vise à réduire à la source les déchets, créer de nouvelles filières de valorisation des déchets et étend le nombre de produits soumis au régime de la responsabilité publique des employeurs.
Objectifs de l'action	<p>Le projet porté par Les Recycleurs Bretons à Cast sur un site en friche depuis la fermeture de l'usine d'aliment pour bétail Nutréa en 2010 vise à réhabiliter cette friche industrielle pour y implanter une plateforme de recyclage et de valorisation de déchets multifilières. Avec pour objectifs</p> <p>Pour les recycleurs Bretons :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer de nouvelles filières de valorisation des déchets • Répondre aux évolutions réglementaires (biodéchets, REP, AGEC) • Développer une synergie avec les acteurs du territoire en vue de s'inscrire dans une démarche d'économie circulaire <p>Pour la CCPCP :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'émergence de nouvelles solutions de collecte adaptées aux déchets des professionnels • Eviter les dépôts sauvages • Répondre aux évolutions réglementaires (biodéchets, REP) • Favoriser l'ancrage local des activités économiques et construire les emplois de demain
Contenu	<p>L'opération vise à développer sur le site après dépollution et déconstruction :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une unité de déconditionnement/hygiénisation de biodéchets pour préparation à la méthanisation (Réponse à la mise en œuvre du tri à la source des biodéchets par les ménages, des activités économiques, Industrie Agro-Alimentaire) • Un centre de regroupement, tri et traitement de déchets bois (Réponse à la croissance des chaudières biomasses au sein d'une région génératrice de bois) • Une ligne de production de combustible solide de récupération – CSR (Réponse aux enjeux de diminution de l'enfouissement dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement des

	<p>déchets)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une déchetterie professionnelle (Développement de la pratique du recyclage et du réemploi, REP PMBC) <p>Le site ayant par ailleurs l'intérêt d'être doté d'un embranchement ferroviaire sur la ligne Quimper-Brest, Les recycleurs Bretons envisagent la remise en état de cette desserte rail afin de développer le transport ferroviaire, notamment du CSR qui sera produit sur le site en direction du port de Brest ou vers l'est de la France afin de le convoyer vers les principaux clients de l'entreprise situés à l'export (chaufferies collectives dans les Pays nordiques notamment)</p>
Mesures environnementales	Les eaux de ruissellements feront l'objet d'un traitement avant rejet dans le milieu récepteur. Une étude paysagère sera nécessaire avant tout choix d'implantation d'un aménagement soumis à déclaration préalable ou à évaluation environnementale. Des mesures d'accompagnement seront prévues pour les projets n'ayant pu éviter les impacts sur le paysage.
Maitrise d'ouvrage	Les Recycleurs Bretons
Partenaires	ADEME, Etat, Région Bretagne, service public d'élimination des déchets de la CCPCP et des EPCI Finistériens, unités de méthanisation locales (VOL-V Châteaulin, SAS Bio Metha Châteaulin) et finistériennes...
Coût prévisionnel	Investissements immobiliers et matériels de production estimés à un total de 14 M€ HT
Echéancier	Objectif de mise en service du site en début d'année 2023
Indicateurs de suivi	Volume de déchets organiques, bois et encombrants valorisés à l'année sur le site

Axe stratégique : Un territoire résilient aux effets du changement climatique

A. Orientation : préserver les milieux et les écosystèmes

1. Répertorier les milieux séquestrant du carbone et les protéger.

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Un taux de séquestration carbone de 8 % sur la CCPCP supérieur à la moyenne des communautés de communes du Pays de Brest. Le milieu séquestre environ 24 000 Teq CO ₂ . Le renforcement des capacités de stockage du carbone est un enjeu pour le territoire
Objectifs de l'action	Renforcer la séquestration des sols en assurant une identification et un suivi de la capacité de stockage afin de réduire la vulnérabilité du territoire
Contenu	<p>Analyser finement la capacité de stockage en carbone des sols notamment les zones humides identifiées par les syndicats de bassin versant via un outil cartographique. Cette analyse sera mise à contribution dans le cadre de l'étude fonds carbone local afin de déterminer les zones à enjeux.</p> <p>Identifier et préserver les zones humides dans le PLUi-H et étudier les possibilités de restauration</p>
Maitrise d'ouvrage	Pays de Brest
Partenaires	Adeupa, EPCI, EPAB, EPAGA, SIVALODET
Coût prévisionnel	Actions réalisées dans le cadre du programme de travail 2021 Adeupa/Pays de Brest
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Cartographie complète du territoire et des enjeux de séquestration carbone

2-Développer un fond carbone local

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Action identifiée au contrat de transition énergétique du Pays de Brest comme contribuant à l'adaptation au changement climatique du territoire.
Objectifs de l'action	Favoriser les actions de stockage du carbone et/ou de diminution des émissions de gaz à effet de serre par la mobilisation de fonds privés (via des politiques RSE notamment).
Contenu	<p>2 phases :</p> <p>1/ Etude de benchmark des fonds carbone locaux réalisée par le CEREMA (2020)</p> <p>2/ Etude d'opportunité et de faisabilité sur la mise en place d'un fonds carbone local (2021)</p> <p>L'objectif de cette étude d'opportunité sera de définir l'opportunité et la faisabilité de la mise en place d'un fond carbone local et de compensation volontaire locale. Pour cela, l'étude devra permettre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les besoins du territoire et les opportunités pour développer un fonds carbone local • Définir les modalités de mise en œuvre du scénario retenu
Maitrise d'ouvrage	Pays de Brest
Partenaires	ECPI, ADEME, CEREMA, Région Bretagne
Coût prévisionnel	<p>Phase 1 : 10 000 € (50% de financement CEREMA – 50% de financement Pays de Brest)</p> <p>Phase 2 : 35 000 € (50% de financement ADEME – 30% de financement LEADER – 20% Pays de Brest)</p>
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Réalisation du fond carbone local

3 Préserver et restaurer le bocage

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	<p>La création et l'entretien du bocage répond à plusieurs enjeux :</p> <ul style="list-style-type: none"> -lutter contre l'érosion des sols et donc préserver la qualité des cours d'eau par limitation de transfert de polluants -séquestrer du carbone - préserver la biodiversité et les paysages. -produire du bois d'œuvre et du bois-énergie (cf action « travailler sur le développement de la filière bois énergie ») -
Objectifs de l'action	Création, restauration, entretien et préservation du bocage. Sensibiliser les agriculteurs à l'entretien et à la plantation de bocage et d'agroforesterie en mettant l'accent sur la valorisation économique du bois (bois d'œuvre et bois énergie) et ses services agronomiques et environnementaux
Contenu	<p>-Accentuer les programmes d'animation portés par l'EPAB, l'EPAGA et le SIVALODET .</p> <p>-Proposer des plans de gestion du bocage permettant la mobilisation durable de la ressource bocagère</p> <p>-Identifier et protéger les haies bocagères dans le PLUi-H</p>
Maitrise d'ouvrage	EPAB, EPAGA, SILVALODET via le programme Breizh Bocage Chambre d'agriculture
Partenaires	Agriculteurs du territoire
Coût prévisionnel	Intégré au programme Breizh bocage.
Echéancier	2023-2029
Indicateurs de suivi	Linéaire planté

B Orientation : préserver la ressource en eau

1. 2-1 Soutenir les politiques de gestion intégrée de l'eau

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Prise de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations par la CCPCP le 1 ^{er} janvier 2018. L'exercice de cette compétence a été transféré aux établissements publics territoriaux de bassins versants de la Baie de Douarnenez, de l'Aulne et de l'Odet.
Objectifs de l'action	Réduire la vulnérabilité du territoire aux aléas climatique améliorer la qualité de l'eau et préserver la ressource.
Contenu	<p>Entretien et aménagements des cours d'eau</p> <p>Protection et restauration des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.</p> <p>Assurer un suivi de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques</p> <p>Lutter contre les pollutions diffuses et accidentelles</p> <p>Maîtriser les eaux pluviales et de ruissellement afin de lutter contre l'érosion des sols (bocage) à l'échelle des bassins versants, lutter contre les pollutions des milieux aquatiques et les inondations.</p> <p>Approvisionnement en eau grâce au soutien d'étiage</p> <p>Lutte contre les espèces invasives (ragondins) et protection des espèces patrimoniales (saumons, loutres, mulettes perlières...)</p> <p>Défense contre les inondations et contre la mer (submersion) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etude et mise en œuvre d'une stratégie globale d'aménagement du bassin de l'Aulne par l'accompagnement et la poursuite de la mise en œuvre du programme d'action et de prévention des inondations sur le bassin de l'Aulne (PAPI Aulne). En particulier, l'aménagement d'ouvrages de ralentissement dynamique des crues. • Gestion, entretien, et surveillance des ouvrages de lutte contre les inondations et la submersion marine (ouvrages hydrauliques et systèmes d'endiguements)
Maitrise d'ouvrage	EPAB, EPAGA, SIVALODET
Partenaires	CCPCP
Coût prévisionnel	En 2020 le montant total consacré à l'exercice de la compétence Gémapi et aux actions annexes via les établissements publics territoriaux de bassins est estimé à 200 000 €
Echéancier	2020-2026
Indicateurs de suivi	Programmes d'actions mis en œuvre.

2. Réaliser un schéma directeur eau potable

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Prise de la compétence eau potable par la CCPCP depuis le 1 ^{er} janvier 2020. La CCPCP désire s'assurer que son réseau de distribution d'eau potable permet une desserte satisfaisante de ses usagers, en situation actuelle et future.
Objectifs de l'action	Définir une stratégie de lutte contre les fuites et de gestion patrimoniale pérenne ainsi que des mesures préventives, de surveillance, de contrôle et d'organisation visant à améliorer la situation sanitaire. Proposer des améliorations à court, moyen et long terme au travers d'un programme d'actions et d'investissements chiffrés et hiérarchisés.
Contenu	Réaliser un schéma directeur eau potable comprenant: <ul style="list-style-type: none"> • Un état des lieux et une reconnaissance complète des ouvrages et du service d'eau potable. • Un bilan et la cartographie des casses, des renouvellements sur le réseau et de l'entretien des ouvrages durant les cinq à dix dernières années ; • Une modélisation du réseau afin d'analyser son fonctionnement et d'identifier les points faibles ; • Un audit du budgétaire.
Maitrise d'ouvrage	CCPCP
Partenaires	Etat/Agence de l'Eau/Conseil départemental 29/ délégataire SAUR et Veolia : mise en place d'un comité de pilotage
Coût prévisionnel	150 000 €
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	A définir dans le schéma directeur

3. Réaliser un schéma directeur assainissement

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Prise de la compétence assainissement par la CCPCP depuis le 1 ^{er} janvier 2020. Afin de prévoir le renouvellement, les extensions et d'améliorer l'existant, la collectivité souhaite améliorer la connaissance du fonctionnement de son réseau, de manière à assurer une meilleure gestion de celui-ci.
Objectifs de l'action	Réaliser le diagnostic du fonctionnement du réseau eaux usées et des stations de traitement des eaux usées de la CCPCP afin d'en recenser les anomalies, de prévoir les investissements à réaliser sur 15 ans de quantifier la pollution rejetée ainsi que son impact sur le milieu. Réduire les dysfonctionnements, les rejets de pollution et les surcoûts d'exploitation qui en découlent. Anticiper la hausse du niveau de la mer afin de limiter les risques liés aux dysfonctionnements des systèmes d'assainissement.
Contenu	Réaliser un diagnostic de fonctionnement du système d'assainissement permettant d'identifier entre autres : les quantités d'eaux usées non collectées par le système d'assainissement du fait des mauvais branchements ; l'état structurel de réseau et de la station de traitement des eaux usées ; l'impact des rejets sur le milieu récepteur selon leur variabilité et les différentes configurations hydrologiques du milieu. Elaborer un programme pluriannuel et hiérarchisé d'investissements et d'actions propres à réduire les rejets de pollution et leur impact sur le milieu naturel ainsi qu'à sécuriser le fonctionnement du système d'assainissement, assurer une gestion patrimoniale du système d'assainissement tout en tenant compte des évolutions prévisibles de l'urbanisation et du bassin d'activité.
Maitrise d'ouvrage	CCPCP
Partenaires	Etat/Agence de l'Eau/Conseil départemental 29/ délégataire SAUR et Veolia : mise en place d'un comité de pilotage
Coût prévisionnel	150 000 €
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	A définir dans le schéma directeur

C Orientation : adapter l'aménagement du territoire à de nouvelles contraintes

1. Simuler l'augmentation du niveau de la mer et communiquer sur l'outil litto3D

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Un besoin de sensibiliser les habitants et élus du littoral au risque inondation
Objectifs de l'action	Mettre à jour l'outil litto 3 D et le rendre accessible au plus grand nombre – intégrer le réseau LITTORISK
Contenu	Simulation SIG réalisée par le service SIG du Pays de Brest en 3D des conséquences de l'augmentation supposée du niveau de la mer à horizon 2100 selon plusieurs scénarios du GIEC régionalisés. Communiquer auprès des habitants sur l'outil.
Maitrise d'ouvrage	Pays de Brest
Partenaires	Adeupa, EPCI, EPAB, EPAGA, PNRA
Coût prévisionnel	-
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Mise à jour de l'outil litto 3D sur les communes littorales de l'EPCI Moyens de communication mis en œuvre pour sensibiliser les habitants

2. Prendre en compte dans le PLUi-H les enjeux de réduction de la consommation foncière, de préservation des milieux, d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques afin de limiter la vulnérabilité du territoire

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Un besoin de planifier l'aménagement du territoire en prenant en compte le risque de changement climatique, en réduisant la consommation foncière au profit du renouvellement urbain, en revitalisant les centralités afin de limiter les déplacements.
Objectifs de l'action	Economiser le foncier, préserver les milieux stockant du carbone, limiter les déplacements, adaptation du territoire aux changements climatiques, prise en compte de la gestion des risques.
Contenu	<p>Prendre en compte dans le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal la nécessité de réduire la consommation foncière afin de protéger les terres naturelles et agricoles : objectif de réduction de 50% de la consommation foncière inscrit dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.</p> <p>Identifier et préserver la trame verte et bleue pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre et séquestrer du carbone.</p> <p>Maîtriser les eaux pluviales en limitant l'imperméabilisation des sols et en privilégiant l'infiltration lorsqu'elle est possible</p> <p>Favoriser le renouvellement urbain et la localisation des commerces et services dans les centralités avec de maintenir leur vitalité et limiter les déplacements.</p> <p>Tenir compte des risques inondations, submersions et mouvements de terrains dans les choix de développement.</p> <p>Introduire une démarche énergétique vertueuse dans les projets d'aménagements.</p>
Maitrise d'ouvrage	CCPCP
Partenaires	Communes, Etat, Région, Département, Chambre Consulaires, SAGE, PNRA
Coût prévisionnel	300 000 €
Echéancier	2024
Indicateurs de suivi	A définir dans le PLUi-H

Axe stratégique : soutien à une agriculture et à une alimentation durable

65% des émissions de gaz à effet de serre proviennent de l'agriculture. La CCPCP se fixe pour objectif d'encourager le développement de nouvelles pratiques agricoles et alimentaires permettant de renforcer le stockage de carbone et de réduire les émissions agricoles.

A. Orientation : Favoriser les circuits courts

1. Mieux connaître l'offre de produits locaux et mettre en relation les vendeurs et les acheteurs

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Un besoin de valoriser et de consommer les produits alimentaires produits localement afin de réduire l'empreinte carbone.
Objectifs de l'action	Recréer un lien entre les habitants et les filières alimentaires de qualité du territoire Assurer la promotion des producteurs pratiquant la vente directe.
Contenu	Contribuer au développement des plateformes de valorisation des producteurs en vente directe par le biais de la plateforme régionale produits-locaux.bzh Promouvoir l'alimentation locale et bio dans tous les évènements Promotion de la plateforme départementale de mise en relation des acheteurs et vendeurs agrilocal29. Echanges professionnels entre fournisseurs de produits locaux et acheteurs, témoignages – Mise en place de forums Travail sur la logistique pour mutualiser les livraisons
Maitrise d'ouvrage	Chambre d'agriculture, MAB, Département, Région
Partenaires	Chambre d'agriculture, MAB, Département, Région

Coût prévisionnel	-
Echéancier	2023-2029
Indicateurs de suivi	Nombre de producteurs du territoire inscrits sur les plateformes.

2 Favoriser l'accès des producteurs aux marchés publics

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Des marchés publics peu accessibles aux producteurs locaux
Objectifs de l'action	Consommer localement. Recréer un lien entre les habitants et les filières alimentaires de qualité du territoire
Contenu	<p>Développement de la commande publique de produits locaux de qualité</p> <p>Une assistance est proposée aux communes pour aider à l'approvisionnement local et bio des restaurations collectives.</p> <p>Des groupements de commande seront proposés.</p> <p>Proposition de formation « Comment intégrer des produits de proximité dans le cadre des marchés publics »..</p>
Maitrise d'ouvrage	Chambre d'Agriculture, GAB 29
Partenaires	EPCI, communes, Pays de Brest
Coût prévisionnel	--
Echéancier	2023-2029
Indicateurs de suivi	-

B Orientation : Accompagner le développement d'une agriculture peu émissive.

1. Mettre en relation les agriculteurs afin de favoriser les échanges parcellaires.

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Le diagnostic agricole réalisé dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H a identifié un morcellement parcellaire important sur certaines communes.
Objectifs de l'action	Limitier les déplacements liés à l'éparpillement des parcelles, améliorer le fonctionnement des exploitations, développer l'accès à l'herbe des vaches laitières.
Contenu	<p>Créer des groupes de travail à l'échelle de 4 ou 5 communes afin d'informer et de mobiliser les agriculteurs du territoire dans leurs démarches d'échanges parcellaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expliquer les échanges parcellaires, intervention de témoins, répondre aux inquiétudes. • Présenter d'une carte du parcellaire agricole par commune • Association des conseillers Breizh Bocage à chacune des réunions pour expliquer les possibilités de déplacements de haies, de plantations et d'accompagnement en conseil personnalisé. Associer les élus locaux à la démarche afin d'apporter une caution officielle. <p>Relance et évaluation des échanges réalisés : illustrer l'ampleur de la démarche auprès du grand public et des agriculteurs eux-mêmes par de la communication</p>
Mesures environnementales	S'assurer de la conservation du bocage
Maitrise d'ouvrage	Chambre d'Agriculture, CCPCP
Partenaires	CD29, SAFER, conseillers Breizh Bocage.
Echéancier	2023-2029
Indicateurs de suivi	Echanges parcellaires ayant abouti

2. Promouvoir les techniques agronomiques peu émissives et favorisant une séquestration du Carbone optimale

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	L'agriculture est un contributeur important à la séquestration du carbone
Objectifs de l'action	Encourager les agriculteurs à des changements de systèmes favorisant le stockage de carbone dans les sols
Contenu	<p>Promotion de techniques agronomiques peu émissives et favorisant la séquestration du carbone via l'animation du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) porté par le PNRA et les syndicats de bassin versants.</p> <p>Sensibilisation des agriculteurs par la chambre d'agriculture à la séquestration de carbone en lien avec leurs pratiques agricoles via la réalisation d'un diagnostic CAP2ER – Labellisation carbone.</p> <p>Identification des leviers en matière d'adaptation des pratiques agricoles favorisant la séquestration du carbone.</p>
Maitrise d'ouvrage	PNRA, EPAGA, EPAB, SIVALODET, Chambre d'agriculture
Partenaires	CCPCP
Coût prévisionnel	PAEC : 50 000 €/an
Echéancier	2021 à 2026
Indicateurs de suivi	-

Axe stratégique : des collectivités exemplaires

A. Orientation : Maîtriser la consommation énergétique du patrimoine

1. Etudier l'intérêt d'un passage au gaz naturel véhicules des bennes à ordures ménagères

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Des émissions de gaz à effet de serre importantes liées à l'utilisation d'énergie fossile pour les déplacements motorisés.
Objectifs de l'action	Limitier la pollution engendrée par les déplacements routiers.
Contenu	Etudier la possibilité de doter les bennes à ordures ménagères de la CCPCP d'une motorisation au biogaz notamment dans le cas du déploiement d'une station GNV au Pouillot à Châteaulin.
Maitrise d'ouvrage	CCPCP
Partenaires	SDEF, GRDF
Coût prévisionnel	-
Echéancier	-
Indicateurs de suivi	Nombre de véhicules GNV

2 Suivi des consommations énergétiques du patrimoine bâti communautaire.

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	En complément des actions menées en faveur de la rénovation de l'habitat privé ou social public un besoin de réaliser un suivi du patrimoine bâti communautaire parfois ancien.
Objectifs de l'action	Améliorer le confort des bâtiments, réduire les émissions de gaz à effet de serre, réduire la facture énergétique
Contenu	Adhérer au conseil en énergie partagé (C.E.P.) proposé par Ener'gence afin de réaliser un état des lieux et un suivi des consommations énergétiques du patrimoine communautaire et prioriser les investissements sur les bâtiments nécessitant des travaux.
Maitrise d'ouvrage	CCPCP
Partenaires	Ener'gence
Coût prévisionnel	Coût annuel : 6500 €
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	A définir

B. Orientation : Travailler sur la restauration collective

1. Développer l'offre locale et biologique dans la restauration collective

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	La loi Egalim fixe un objectif de 50% de produits locaux, bio ou sous signe de qualité et 20% de bio à l'horizon 2020. Une action visant à valoriser les produits locaux dans la restauration collective portée par l'EPAB dans le cadre du plan algues vertes.
Objectifs de l'action	Favoriser le recours à un approvisionnement local et/ou bio dans la restauration collective afin réduire l'empreinte carbone.
Contenu	En complément de l'action portée par l'EPAB, proposer aux autres communes de la CCPCP concernées de s'engager dans une démarche de pré-diagnostic avec la Maison de l'Agriculture Bio visant à : <ul style="list-style-type: none"> • Réaliser un état des lieux des pratiques des restaurants collectifs • Identifier les sources d'approvisionnement et les contraintes • Elaborer un plan d'action Mettre en relation les agriculteurs et les acheteurs notamment via la plateforme agrilocal29 (cf action A1 de l'axe stratégique « soutien à une agriculture durable »)
Maitrise d'ouvrage	communes
Partenaires	Maison de l'agriculture biologique, Département, Région, EPCI
Coût prévisionnel	-
Echéancier	2023-2029
Indicateurs de suivi	Nombre de communes s'engageant dans la démarche.

2. Travailler sur le gaspillage alimentaire

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	<p>La Loi Anti Gaspillage pour une Economie Circulaire (AGEC) a pour objectif de lutter contre le gaspillage. Elle comporte cinq axes majeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sortir du plastique jetable ; • Mieux informer les consommateurs ; • Lutter contre le gaspillage et pour le réemploi solidaire ; • Agir contre l'obsolescence programmée ; • Mieux produire
Objectifs de l'action	Travailler sur la réduction du gaspillage alimentaire dans les établissements scolaires et plus largement auprès des habitants.
Contenu	Cette a pour objet de communiquer auprès des différents administrés du territoire (publics scolaires, particuliers et professionnels, Elus) au travers de différents types d'animations (scolaires, publiques, événement régionales et nationales, etc...) dédiées au tri et à la prévention
Maitrise d'ouvrage	Communauté de communes (Service Public d'Élimination des Déchets)
Partenaires	Animateur dédié à la communication et prévention des déchets Associations, Etablissements scolaires, Mairies (services techniques et administratifs)
Coût prévisionnel	15 000 €/an pour le matériels et moyen de communication Salaire animateur (à répartir sur les différentes actions de communication, suivi de PLPDMA, de prévention et d'optimisation du tri)
Echéancier	Réalisation 2021 et mise en œuvre de 2022 à 2025
Indicateurs de suivi	Nombre de classes et d'enfants sensibilisés Thème et nombre d'animations réalisées (événementiels, intervention terrain pour le tri, suivi de collecte ou qualité) Type de publics sensibilisé

C. Orientation : Travailler sur la réduction des déchets à la source

1. Rédaction et mise en œuvre d'un Plan Local de Prévention de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) a renforcé la priorité donnée à la prévention de la production de déchets dans les actions à mener pour favoriser la transition vers une économie circulaire et non plus « linéaire ».
Objectifs de l'action	<p>Un programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) consiste en la mise en œuvre, par les acteurs d'un territoire donné, d'un ensemble d'actions coordonnées visant à atteindre les objectifs définis à l'issue du diagnostic du territoire, notamment en matière de réduction des déchets ménagers et assimilés (DMA). Les PLPDMA permettent ainsi de :</p> <ul style="list-style-type: none"> -territorialiser et préciser des objectifs opérationnels de prévention des déchets; - définir les actions à mettre en œuvre pour les atteindre. <p>La prévention de la production de déchets consiste à réduire la quantité et la nocivité des déchets produits en intervenant à la fois sur leur mode de production et sur leur consommation (y compris le réemploi et la réutilisation).</p>
Contenu	<p>Recenser l'état des lieux des acteurs concernés,</p> <ul style="list-style-type: none"> •Donner les objectifs de réduction des déchets ménagers et assimilés, •Décrire les mesures à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs, •Décliner les moyens humains, techniques et financiers nécessaires, •Construire le calendrier prévisionnel de mise en œuvre.
Maitrise d'ouvrage	Communauté de communes (Service Public d'Élimination des Déchets)
Partenaires	<p>ADEME, TY LIEN</p> <p>Animateur dédié à la communication et prévention des déchets</p> <p>Autres acteurs à définir</p>
Coût prévisionnel	A définir

Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Les indicateurs à définir dans le PLPDMA

2. Distribuer des composteurs aux usagers

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) a renforcé la priorité donnée à la prévention de la production de déchets dans les actions à mener pour favoriser la transition vers une économie circulaire et non plus « linéaire ».
Objectifs de l'action	La prévention de la production de déchets consiste à réduire la quantité et la nocivité des déchets produits en intervenant à la fois sur leur mode de production et sur leur consommation (y compris le réemploi et la réutilisation). C'est une action qui fait partie intégrante des PLPDMA et a aussi pour objectif de répondre en partie à la généralisation du tri à la source des biodéchets (<i>Obligatoire au 31/12/2023</i>)
Contenu	Mise à disposition de composteurs aux usagers du territoire
Maitrise d'ouvrage	Communauté de communes (Service Public d'Élimination des Déchets)
Partenaires	ADEME Animateur dédié à la communication et prévention des déchets
Coût prévisionnel	5 000 € par an Salaire animateur (à répartir sur les différentes actions de communication, suivi de PLPDMA, de prévention et d'optimisation du tri)
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Nombre de composteurs mis à disposition, Coûts évités (Calcul du tonnage évités à la collecte, calcul du coût de traitement des déchets évités)

3. Etudier la faisabilité d'une ou plusieurs recycleries sur le territoire communautaire

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) a renforcé la priorité donnée à la prévention de la production de déchets dans les actions à mener pour favoriser la transition vers une économie circulaire et non plus « linéaire ».
Objectifs de l'action	La prévention de la production de déchets consiste à réduire la quantité et la nocivité des déchets produits en intervenant à la fois sur leur mode de production et sur leur consommation (y compris le réemploi et la réutilisation). C'est une action qui fait partie intégrante de s PLPDMA et a aussi pour objectif répondre en partie la lutte contre le gaspillage et le réemploi.
Contenu	Cette étude a pour objet l'élaboration d'un schéma territorial du réemploi. Les objectifs sont d'identifier les aspects logistique, géographique et contractuel les mieux adaptés au territoire de la CCPCP et de proposer un modèle de développement du projet à 5ans.
Maitrise d'ouvrage	Communauté de communes (Service Public d'Élimination des Déchets)
Partenaires	ADEME (subvention possible à hauteur de 70% si PLPDMA et matrice comptacoût mise en œuvre) Animateur dédié à la communication et prévention des déchets
Coût prévisionnel	15 000 € Salaire animateur (à répartir sur les différentes actions de communication, suivi de PLPDMA, de prévention et d'optimisation du tri)
Echéancier	Réalisation 2021 et mise en œuvre de 2022 à 2025
Indicateurs de suivi	Tonnages collectés dans le cadre du réemploi Economies générées (collecte et traitement des déchets évités)

Axe stratégique : des citoyens sensibilisés et mobilisés

A. Orientation : Sensibilisation, mobilisation et éducation à la mobilité

1. Sensibilisation à la mobilité durable lors d'événements grands publics.

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Un besoin d'échanger avec les habitants et acteurs du territoire sur la thématique de la mobilité.
Objectifs de l'action	Aller à la rencontre des habitants pour communiquer sur les offres de mobilité et mobilités alternatives existantes.
Contenu	Organiser des stands d'information et de sensibilisation à destination des habitants et acteurs du territoire en s'appuyant sur des événements existants de type marché , salon, forum.
Maitrise d'ouvrage	EPCI
Partenaires	Communes, offices de tourisme, associations, plateforme de mobilité, Pays de Brest
Coût prévisionnel	3 000 euros financé à 50% par l'ADEME
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Nombre de personnes ayant fréquentés l'évènement et renseignées.

2 Organiser des rallyes mobilité

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Des personnes rencontrant des difficultés pour se déplacer et nécessitant un accompagnement.
Objectifs de l'action	Accompagner les personnes rencontrant des difficultés dans leurs déplacements en organisant des trajets planifiés en groupe.
Contenu	Afin de lever les freins à la mobilité, les participants au rallye mobilité sont accompagnés par les encadrants de l'association Don Bosco à la fois pour la préparation de leur déplacement et pour le premier déplacement.
Maitrise d'ouvrage	Communauté de communes
Partenaires	Association Don Bosco
Coût prévisionnel	3 200 euros financé à 50% par l'ADEME
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Nombre de rallye organisé et de participants.

B Orientation : Mobiliser les citoyens sur les enjeux climatiques

1. Former des citoyens

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	La CCPCP a répondu conjointement avec 5 autres EPCI du Pays de Brest à l'appel à projet « mobilisation citoyenne » financé par l'ADEME et la Région Bretagne.
Objectifs de l'action	Constituer un réseau de citoyens engagés dans la lutte contre le changement climatique à l'instar de celui existant sur Brest Métropole.
Contenu	Organiser des ateliers de formations à destination de groupes de citoyens souhaitant agir en faveur de la transition énergétique et qui pourront à leur tour sensibiliser d'autres habitants du territoire.
Mesures environnementales	Sensibiliser les habitants sur la qualité de l'air liée à l'usage des équipements de chauffage au bois peu performants.
Maitrise d'ouvrage	EPCI, opérateur : Ener'gence
Partenaires	ADEME, Région, communes
Coût prévisionnel	17 000 € financés à 70% par l'ADEME et la Région.
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Nombre de personnes formées

2 organiser des conférences sur le climat

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	La CCPCP a répondu conjointement avec 5 autres EPCI du Pays de Brest à l'appel à projet « mobilisation citoyenne » financé par l'ADEME et la Région Bretagne.
Objectifs de l'action	Sensibiliser les habitants du territoire aux questions de transition écologique via des conférences grand public organisées sur la CCPCP et sur les autres EPCI du Pays de Brest ayant répondu à cet appel à projet.
Contenu	Organiser un cycle de conférence à destination des habitants du pays de Brest
Maitrise d'ouvrage	EPCI, opérateur : Ener'gence
Partenaires	ADEME, Région, communes
Coût prévisionnel	7 000 € financés à 70% par l'ADEME et la Région.
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Réalisation des conférences et nombre de participants

3 sensibiliser les habitants à la maîtrise de l'énergie

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	La CCPCP a répondu conjointement avec les EPCI du Pays de Brest à l'appel à projet « mobilisation citoyenne » financé par l'ADEME et la Région Bretagne.
Objectifs de l'action	Informers les habitants sur les gestes favorisant des économies d'énergies, les aider à comprendre, faire connaître la plateforme de rénovation énergétique
Contenu	Utiliser un camion du climat qui circulera dans les communes du Pays de Brest afin d'informer les habitants au plus près de chez eux.
Maitrise d'ouvrage	EPCI, Ener'gence
Partenaires	ADEME, Région, communes
Coût prévisionnel	17 000 € financés à 70% par l'ADEME et la Région.
Echéancier	Achat et aménagement du camion début 2021 Circulation du camion : action engagée
Indicateurs de suivi	Nombre de communes où le camion circule par an Nombre de personnes sensibilisées

4 sensibiliser un public précaire à la maîtrise de l'énergie

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	La CCPCP a répondu conjointement avec les EPCI du Pays de Brest à l'appel à projet « mobilisation citoyenne » financé par l'ADEME et la Région Bretagne.
Objectifs de l'action	Informers les habitants en situation de précarité énergétique sur les gestes favorisant des économies d'énergies, les aider à comprendre
Contenu	Organiser des cafés énergies en lien avec le tissu associatif local.
Maitrise d'ouvrage	EPCI, Ener'gence
Partenaires	ADEME, Région, communes
Coût prévisionnel	4 500 € financés à 70% par l'ADEME et la Région.
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Nombre de cafés organisés Nombre de personnes sensibilisées

5 Réaliser des thermographies de façades ou une thermographie aérienne.

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Un parc de logement ancien à rénover qui présentent des déperditions de chaleur. Des outils d'aide à la décision à proposer afin d'inciter les propriétaires à rénover.
Objectifs de l'action	En complément de la mise en œuvre de la plateforme de rénovation de l'habitat, communiquer auprès des habitants sur les sources potentielles de déperdition de chaleur au sein de leur logement.
Contenu	Réalisation de la thermographie de façades d'une quarantaine d'habitations. Une caméra infrarouge permet de visualiser les différentes zones de température et de situer les anomalies thermiques Ou Réalisation d'une thermographie aérienne sur le Pays de Brest afin d'identifier les déperditions thermiques en toiture des bâtiments.
Maitrise d'ouvrage	EPCI, opérateur : Ener'gence
Partenaires	Communes, habitants
Coût prévisionnel	1700 euros pour une opération de thermographie de façade 20 000 euros de reste à charge pour une opération de thermographie aérienne portée conjointement par les EPCI du Pays de Brest (hors coût de communication)
Echéancier	2023-2029
Indicateurs de suivi	Nombre d'opération réalisé, nombre de personnes sensibilisées.

6 Sensibiliser les scolaires

Impact énergie	+	++	+++	++++	+++++
Impact gaz à effet de serre	+	++	+++	++++	+++++
Impact qualité de l'air	+	++	+++	++++	+++++
Impact adaptation au changement climatique	+	++	+++	++++	+++++

Contexte	Un besoin de sensibilisation de tous les publics.
Objectifs de l'action	Accentuer les actions de communication et de sensibilisation à destination des scolaires
Contenu	<p>Des actions de sensibilisation des scolaires sont déjà menées par les syndicats de bassins versants sur des thématiques telles que l'alimentation, la qualité de l'eau.</p> <p>L'action 2-2 de l'axe stratégique des collectivités exemplaires prévoit de travailler sur le gaspillage alimentaire avec les écoles.</p> <p>D'autres thématiques pourraient être abordées telles que celles des économies d'eau et d'énergie comme proposé par le programme de sensibilisation Watty à l'école.</p>
Maitrise d'ouvrage	syndicats de bassin versants, SPEED
Partenaires	Communes, école
Coût prévisionnel	-
Echéancier	Action engagée
Indicateurs de suivi	Nombre de classes sensibilisées et nombre d'enfants touchés.

II Méthodologie employée pour élaborer le programme d'actions

-Atelier de concertation sur la stratégie du PCAET proposée et le programme d'actions

Le 7 octobre 2019 les élus communautaires, maires, conseillers municipaux, partenaires et habitants du territoire ont été conviés à un temps d'échange sur la stratégie et le programme d'actions du PCAET. Après une présentation des enjeux issus du diagnostic et de la stratégie identifiée par les élus et partenaires du territoire, les 38 personnes présentes se sont réparties au sein de 3 ateliers thématiques (mobilité et habitat, adaptation au changement climatique et agriculture, énergie renouvelable). L'objectifs de ces ateliers était d'identifier des actions qui pourraient être mises en œuvre afin d'atteindre les objectifs fixés dans la stratégie territoriale.

A partir des pistes d'actions identifiées lors de l'atelier de concertation du 7 octobre 2019 3 ateliers de travail ont été organisés avec les membres du comité de pilotage composé des élus membres de la commission aménagement du territoire, maires, technicien de la CCPCP et partenaires du territoire (chambres consulaires, conseil de développement, club d'entreprises, SDEF , DDTM, Ademe, GRDF, agence locale de l'énergie, parc naturel régional, syndicats de bassin versant, Enedis...) afin d'approfondir les thématiques :

- 18/11/2019 : atelier de travail agriculture et alimentation
- 21/11/2019 : atelier énergies renouvelables
- 05/12/2019 : atelier adaptation au changement climatique

La stratégie territoriale et une première liste d'actions ont été présentées aux membres de la commission aménagement du territoire le 21 janvier 2020 puis validées en conseil communautaire le 4 février 2020.

Après élection de la nouvelle mandature deux ateliers de travail visant à présenter, approfondir, compléter et amender la liste des actions validée en conseil communautaire ont été organisés en visio-conférence les 13/11/2020 et 20/11/2020. Après l'organisation de réunions techniques rassemblant élus et technicien, pays de Brest et agence locale de l'énergie avec le prestataire en charge de l'évaluation environnementale les 15 janvier et 26 avril 2021, une proposition de programme d'action a été présentée en bureau des maires le 8 juin 2021 et en commission développement et attractivité du territoire le 14 septembre 2021.